



Actus Agricoles

La clé du plan de relance de la Commission européenne se fonde sur le Pacte Vert, sur l'importance de la numérisation de nos économies et nos sociétés et aussi leur résilience.

« La crise sanitaire s'accompagne d'une crise économique particulièrement grave dans la zone euro. Il y aura une contraction estimée à 7,5 % cette année, a indiqué le 7 mai Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne en charge du Pacte Vert (Green Deal), devant la commission agricole du Parlement européen. C'est sans précédent. S'il n'y a pas de deuxième vague, nous espérons pouvoir enregistrer l'an prochain un taux de croissance de 6 % ».

Dans ce contexte, certains Etats-membres tirent mieux leur épingle du jeu que d'autres et peuvent espérer s'en sortir mieux. Mais Frans Timmermans les a prévenus : « si vous êtes moins touché, votre responsabilité est d'autant plus grande puisque vous êtes sensé témoigner de votre solidarité vis-à-vis de l'ensemble de l'UE et garantir une relance positive. »

Le rôle actif de l'agriculture dans la relance

La relance, Bruxelles ne l'envisage pas en injectant des fonds dans l'économie du 20e siècle. Il faut garantir la relance du 21e siècle, y compris en agriculture, insiste le haut-responsable. Pour lui, la résilience du secteur passera par son adaptation au changement climatique. La crise climatique, même si elle est passée au second plan, est toujours là et l'agriculture doit s'y préparer. « C'est une opportunité significative pour le secteur de réfléchir à sa durabilité et sa résilience, affirme Frans Timmermans. Cette crise est pour nous une occasion de réfléchir à notre façon de vivre, à notre consommation. C'est le moment de se tourner vers la production locale, d'essayer de renforcer la résilience de l'UE. Cette crise nous a montré que pour certains produits stratégiques, nous dépendons beaucoup trop des importations hors UE. Nous devons augmenter la production en Europe et améliorer toute la chaîne d'approvisionnement. Cette réflexion jouera un rôle lorsque nous réanalyserons la Pac et notre modèle de production. »

Pour autant, la Commission européenne ne retarde pas son calendrier, comme le demande le Parlement européen, pour prendre le temps de la discussion. « Nous n'avons pas de temps à perdre, assure le vice-président. Les consultations ont commencé et se poursuivront pour autant. » Frans Timmermans a insisté sur le rôle actif de l'agriculture dans la stratégie verte de la Commission européenne, sans avancer de budget, les discussions étant toujours en cours. « Si les agriculteurs sont plus résilients, s'ils se tournent vers la numérisation pour éviter le gaspillage, utiliser les pesticides de façon plus ciblée, ou réduire leur utilisation, ils pourront jouer un rôle dans la lutte contre les émissions de CO₂, également par le biais d'une reforestation ou de la production de biocarburants de 3e génération. Nous aurons là tout un éventail de possibles qui doit être pris en considération dans les différentes stratégies de sortie de crise ». Frans Timmermans accorde une importance particulière au secteur forestier pour lequel il présentera un plan. « L'arbre est un puits de carbone qu'il nous faut exploiter, notamment aussi pour le secteur de la construction ».

Un plan stratégique le 20 mai

La Commission européenne affiche une stratégie « de la fourche à la fourchette » (farm to fork) qui reconnaît les initiatives positives prises par grand nombre d'agriculteurs. « Nous soutiendrons cette transition vers la durabilité. Nous pensons pouvoir jouer un rôle essentiel dans ce secteur. Et, c'est nous qui allons définir les normes globales. Notamment par rapport à des régions telles que l'Afrique, cette politique sera particulièrement importante. Nous devons par conséquent aider les agriculteurs dans le contexte de cette transition. Plus cette transition sera rapide, moins elle sera onéreuse, moins elle sera pénible. Elle aboutira à des bénéfices assez rapidement et à un avantage compétitif certains par rapport à nos concurrents. C'est pourquoi la Commission a l'intention d'adopter cette stratégie dès le 20 mai. »

La Commission européenne estime qu'une nouvelle chaîne alimentaire pourra créer une valeur économique de l'ordre de 3 mds €. Elle pense que cette transition doit être assortie d'outils réglementaires et financiers. La Pac devra être réfléchi en tenant compte de ses liens avec le Pacte Vert. « Nous présenterons une analyse », a assuré Frans Timmermans.

Investir dans l'innovation

« La relance implique des investissements et des solutions durables, annonce-t-il d'ores-et-déjà. Nous avons aujourd'hui la possibilité d'accélérer la numérisation de l'agriculture. Nous devons canaliser les technologies et améliorer les pratiques agricoles, tous secteurs confondus et aussi bien dans les petites que les grandes exploitations. Les agriculteurs doivent être en mesure de recevoir des avis éclairés et un financement ciblé grâce aux « éco-dispositifs » notamment. Nous devons améliorer, diversifier le revenu des agriculteurs. Le soutien direct doit s'adresser directement aux agriculteurs et pas aux grands propriétaires terriens. Et là, cela implique des efforts massifs car les fonds n'atterrissent pas toujours où ils devraient. Il y a aussi la production d'énergies renouvelables, de méthane, de déchets agricoles. Ce sont des mesures qui sont liées à la lutte contre les émissions de CO₂. La végétation joue un rôle essentiel. 68 % de l'utilisation des sols en Europe concerne le bétail. Je ne dis pas qu'il faut diminuer la consommation de viande, mais c'est une charge pour les sols et il faut veiller à une utilisation plus équilibrée de ces sols. Ceci créera des emplois, un revenu pour les agriculteurs » Pour Frans Timmermans, il s'agit aussi de garantir une collaboration étroite entre zones urbaines et zones rurales. La Commission et le Parlement devraient plus encore réfléchir à cette interconnexion. « J'investirai dans ces thématiques », a-t-il assuré.

« L'agriculture devra jouer un rôle important dans la relance de l'économie après la crise. Nous avons besoin de nos agriculteurs, bien plus que jamais, a-t-il conclu. Nous serons de plus en plus nombreux et l'exigence de qualité se resserme car notre santé est plus vulnérable que nous le pensions. »